

Impôt sur le revenu—Loi

Une voix: Ce sont des négatifs!

M. Roy: C'est une position négative et c'est ce qui a été rejeté le 18 février dernier, cette attitude négative de critiquer sans vouloir être objectif devant une situation. On parle d'inflation, oui, il en existe une inflation au Canada, mais entre 1960 et 1979, le chômage en Australie a augmenté de 520 p. 100, en Allemagne de l'Ouest, de 443 p. 100, au Royaume Uni, de 108 p. 100, au Japon, de 90 p. 100, en Suède, de 40 p. 100. Le Canada, avec ses 27 p. 100 vient second après les États-Unis dans le domaine de la création d'emplois. J'ai en main des chiffres qui décrivent justement la situation au niveau de la création d'emplois. En Australie, par exemple, pays à tendance plutôt vers la droite, l'augmentation d'emplois est de 12 p. 100. En Suède, pays qui était sous l'administration socialiste, l'augmentation était de 9 p. 100. Et j'aurais aimé, si on avait eu plus de temps, parler plus longtemps du parti socialiste de Suède, parce que le gouvernement du parti québécois a voulu copier ou plagier un peu l'administration socialiste de la Suède. J'espère que les Québécois, lors des prochaines élections, se souviendront de la performance économique de ce système socialiste ou social démocrate de la Suède où aujourd'hui plus d'employés ou d'ouvriers travaillent pour l'État que dans le secteur privé. Et ce n'est pas ce que nous avons l'intention de faire, absolument pas, monsieur le président. C'est pourtant ce qu'on tente de nous faire dire ou de faire croire à la population. Les députés du parti progressiste conservateur disent que le parti libéral est devenu un parti socialiste. Au contraire, nous sommes un parti du centre et nous désirons élargir le centre. Nous voulons diminuer le déficit du budget mais nous sommes conscients des responsabilités vis-à-vis des personnes qui sont les plus démunies, nous sommes aussi conscients de nos responsabilités envers la petite et la moyenne entreprises comme stimulant économique, et j'ai l'intention d'en reparler plus tard. Pour la création d'emplois, le Canada s'est classé au premier rang parmi les pays membres de l'OCDE. Notre économie a eu la plus forte croissance au cours des années 1970 à 1979, étant de l'ordre de 55 p. 100. Celle de la France est de 41 p. 100, celle du Japon, de 38 p. 100, celle des États-Unis, de 29 p. 100, et celle de la Suède, de 19 p. 100.

● (1540)

Ce qui est important et que j'ai réalisé en effectuant ce voyage c'est que la nourriture coûte moins cher au Canada que dans tout autre pays au monde. A ce moment-là je rejoins les propos du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) qui mentionne souvent—et malheureusement on ne l'apprécie peut-être pas assez—le coût d'un panier de provisions en dollars américains. Pour le même panier de provisions dans divers pays, comparons à ce qu'on paie ici. Au Canada le panier de provisions coûtait \$55.58; aux États-Unis, 58.02; en Australie, sous un régime plutôt de la droite, \$66.70; en Suède sous un système socialiste, \$99.68; au Japon—car plusieurs nous demandent souvent de comparer l'économie ou la performance économique du Japon à celle du Canada—le même panier qui coûte en dollars américains au Canada \$55.58, coûte au Japon \$135.10.

Maintenant rapportons cela au nombre d'heures de travail requises afin de payer ce panier de provisions. Au Canada, il faut 7 heures de travail pour l'acheter. Aux États-Unis, à peu près le même nombre d'heures de travail. En Australie, un peu

plus; en Suède, 14 heures de travail pour acheter le même panier; et au Japon, 25 heures de travail. Monsieur le président, je pourrais continuer dans ce sens. Voilà le baromètre de l'économie canadienne, voilà ce dont on n'entend pas parler de l'autre côté. On nous dit: L'économie est dans le marasme. Le gouvernement s'en va vers un système de gouvernement socialiste. Moi, je voudrais bien en reparler de cela! On parle aussi de la fuite de capitaux, on parle d'un climat qui n'est pas favorable aux investissements.

J'ai justement à la main un discours prononcé par le sénateur Bud Olson, ministre d'État au Développement économique, à la conférence «Perspectives d'affaires de 1980» du *Conference Board of Canada* à Toronto. On y mentionne justement que les capitaux constituent une importante source de croissance dans notre économie, et je cite:

Nous pouvons toujours emprunter à l'étranger, bien sûr, et c'est d'ailleurs ce que nous avons fait dans le passé. De fait, la part étrangère—par opposition à la part nationale—des économies pour fins d'investissement au Canada a grimpé d'environ 5.5 p. 100 au début de la dernière décennie à 9 p. 100 à la fin. Cela représente une hausse de quelque quatre milliards et trois quarts de dollars en emprunts étrangers au cours de la période.

C'est dire que ces pays-là ont choisi le Canada pour investir, et ces investissements ont doublé au cours de la dernière décennie. Ils ont choisi le Canada parce qu'il y avait ici des avantages. Et pour nous, il s'agit de continuer à développer ce milieu favorable aux investissements. Je pense que ces mesures fiscales renouvelées, mesures contenues dans le budget du ministre des Finances, représentent encore un autre élément pour favoriser soit la création d'emplois, soit un stimulant au niveau de la petite et moyenne entreprises, et le développement de notre industrie canadienne.

Je voudrais répondre également au député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton), qui a pris la parole hier soir. J'ai beaucoup de respect pour ce député qui a déjà été ministre de l'Agriculture. Mais lorsqu'il mentionnait hier qu'il nous fallait de plus en plus faire participer les Canadiens dans les programmes énergétiques, il prêchait l'appartenance canadienne des industries canadiennes. Il mentionnait l'importance pour les Canadiens d'investir dans les organismes et les industries canadiennes. C'est justement ce que nous faisons. Nous désirons de plus en plus «canadianiser» l'industrie pétrolière. C'est le programme libéral, c'est la philosophie libérale, et c'est ce qui a été rejeté le 18 février par les «gros» de la finance qui, eux, préféreraient continuer à pomper l'argent des provinces canadiennes, des Canadiens, pour continuer à enrichir les industries pétrolières. Qu'est-ce qu'on a fait? Il faut lire ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) annonçait: une somme de 100 millions de dollars pour aider les coopératives et les caisses populaires à prendre une part plus active dans le développement de l'énergie.

Les discussions qui ont débuté en mai dernier avec les mouvements coopératifs qui comptent plus de neuf millions de membres canadiens devraient permettre des investissements globaux évalués à plus d'un milliard de dollars. C'est cela que l'on fait actuellement monsieur le président. Il nous semble que de l'autre côté, à cause de partisanerie ou d'un manque d'objectivité, on prêche toujours, on ne voit jamais le fond du tunnel. On est toujours dans l'ombre complète ou la pénombre quasi complète. C'est la différence entre une philosophie optimiste libérale et un parti progressiste conservateur basé seulement sur l'entreprise capitaliste. C'est le partage entre les deux